

[Texte]

For example, if you made a statement in support or not in support of our principles and our efforts . . . Let us say you came out in support and Parliament, and the government, said you are out, guys, you are right out. Then at least we would know what good will and good faith means in this government and in this Parliament, and in this country, for that matter. We would know that, and that is great. At least we would find out something. Then we could use different methods of tackling the problems that we face.

Chief Sanderson: I just want to say that we would like to avoid that type of confrontation politics, because it undermines and undercuts any good faith and any good will that might be generated out of this process or any other process. Mistrust will just continue. So I think again, you, as parliamentarians, have some lead responsibilities to take in respect to playing down that kind of confrontation politics.

Mr. Manly: I can appreciate that very much, Chief Sanderson. One of the things in this brief points out that the whole question of Indian government should not become a partisan political issue, from the point of view of our three federal parties. Certainly within this committee . . . we sometimes have our tensions—we have tried to maintain a nonpartisan stance as a general rule. I think that is extremely important, considering the kind of information job that has to be done; informing the Canadian public about your rights.

That brings me to a second point. On page 20 you talk about the need for public dialogue and you suggest that the committee create a joint commission to conduct a dual campaign, one aimed at Indians and a campaign aimed at non-Indians, to create the necessary dialogue and support for the report which the committee will be bringing out.

I wonder if perhaps there should be more work done even before the committee finishes its report. Would it be helpful, for example, to hear some witnesses testify before this committee who themselves were non-Indians, but were groups that were broadly in support of some of your principles? Or do you feel that this committee should restrict itself to hearing aboriginal peoples?

Chief Ahenakew: Mr. Chairman, I have a brochure which is known as *Project North*. This is a combination of the many churches in this country which support the position of the First Nations of the country. But more than that, they have begun discussing good will, good faith, God-fearing and everything else, with their congregations and the people that they deal with.

Perhaps it would be appropriate and useful to this committee to call in the leaders of these churches. I think that would have a positive effect and I think they could make a great contribution. They want to help not only us, but they want to help Canada. Maybe that is one suggestion that I can make for your consideration.

[Traduction]

insistons tellement et nous continuerons d'insister pour que ces choses soient éclaircies une bonne fois pour toutes.

Par exemple, si vous vous disiez d'accord ou pas d'accord avec nos principes et avec nos efforts . . . Admettons que vous soyez d'accord avec nous et que le Parlement, et donc le gouvernement, vous dise que vous êtes complètement à côté. À ce moment-là, on saurait au moins ce que signifie la bonne foi pour ce gouvernement, ce Parlement et ce pays. Nous serions au courant, et ce serait formidable. Nous saurions au moins ce qui se passe. Et nous pourrions alors envisager d'autres méthodes pour nous attaquer aux problèmes qui nous préoccupent.

Le chef Sanderson: J'aimerais tout simplement dire que nous souhaitons éviter ce genre de politique de confrontation, car cela ne ferait que miner la bonne foi que ce processus, et tous les autres qui s'ensuivraient, pourrait amener. Cela nourrirait la méfiance. Je le répète, vous, les parlementaires, avez une certaine responsabilité de leaders: vous devez essayer de minimiser ce genre de politique de confrontation.

M. Manly: Je vous comprends parfaitement, chef Sanderson. Vous dites, dans votre mémoire, que toute cette question de la création d'un gouvernement indien ne doit pas devenir une question partisane, du point de vue des trois partis fédéraux. Même s'il y a parfois certaines tensions au sein du Comité, nous avons toujours essayé de rester impartiaux. Il nous semble que cela est extrêmement important, compte tenu du travail de sensibilisation qui reste à faire. En effet, nous devons sensibiliser le public canadien à vos droits.

Cela m'amène au deuxième point. À la page 20, vous soulignez le besoin de tenir un dialogue public et vous proposez que le Comité crée une commission mixte chargée de mener une campagne sur deux fronts, c'est-à-dire une campagne adressée aux Indiens et une autre adressée aux non-Indiens, ce en vue d'amener le dialogue nécessaire et d'appuyer le rapport que le Comité préparera.

Je me demande s'il n'y a pas d'autre travail qui devrait être fait avant que le Comité termine son rapport. Par exemple, serait-il utile pour nous d'entendre certains témoins qui ne sont pas des Indiens, mais qui représentent des groupes qui appuient les principes que vous épousez? Ou alors, pensez-vous que notre Comité devrait se limiter à n'entendre que des Autochtones?

Le chef Ahenakew: Monsieur le président, j'ai ici un dépliant qui porte le titre «*Project North*». C'est une déclaration commune dont sont signataires un nombre important d'églises canadiennes qui appuient la position adoptée par les Premières Nations. Mais ces églises ont également discuté de la bonne foi, de la crainte de Dieu, et tout le reste, avec leur congrégation et avec les personnes avec lesquelles elles font affaire.

Il serait peut-être intéressant et utile pour le Comité d'inviter les dirigeants de ces églises à venir comparaître. Cela pourrait avoir une incidence positive sur vos délibérations et ils pourraient faire une importante contribution à vos travaux. Ils veulent non seulement nous aider nous, mais également le Canada. Voilà l'une des propositions que je vous soumets.